

# L'UE doit-elle avaler la viande

Mangerons-nous bientôt du porc nourri avec des produits interdits dans 160 pays du monde, y compris en Russie et en Chine ? Cela pourrait bien être le cas si le traité commercial en cours de négociation entre les États-Unis et l'Europe était signé.

Aline Van den Broeck et Stijn Van Herpe

**V**ous avez forcément entendu parler, ces derniers mois, du partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement (PTCI, aussi connu sous le nom de TTIP), ce traité commercial en cours de négociation à huis clos entre l'Union européenne et les USA. Mais personne ne sait précisément quelles conditions l'Oncle Sam impose à l'Europe dans le cadre de ce traité qui pourrait permettre aux deux parties d'engranger des milliards de dollars de bénéfices.

Fin 2015, le ministère américain de l'Agriculture a publié un rapport estimant les conséquences possibles du TTIP sur l'agriculture américaine et européenne. Pour Joost Vandebroucke, lobbyiste de Test-Achats et spécialiste du TTIP, plusieurs points sont extrêmement inquiétants, voire choquants.

"Je veux avant tout souligner que notre organisation n'est pas contre un accord commercial qui tirerait la croissance économique et serait bénéfique pour tous. Nous nous demandons simplement quel en sera le prix. Une chose est sûre : il serait très élevé. Sommes-nous prêts à sacrifier plusieurs règles de sécurité alimentaire pour réduire le coût de notre nourriture ?"

## La balance, financière notamment, penche trop en faveur des États-Unis

### Le principal bénéficiaire de cet accord ? Les USA

Car c'est bien ce qui est en jeu pour l'Europe dans cet accord commercial. Le rapport du ministère américain de l'Agriculture présente 3 scénarios possibles. Le premier scénario analyse un accord commercial classique qui supprimerait les taxes d'importation et d'exportation entre les deux pays. Ce scénario rapporterait 5,5 milliards de dollars aux USA et "seulement" 0,8 milliard de dollars à l'UE.

Le deuxième scénario est encore plus surprenant, puisqu'il rapporterait 10 milliards de dollars aux USA contre 2 milliards

de dollars à l'Europe, soit ici encore, un bénéfice nettement inférieur pour l'UE. "Ce scénario suppose la suppression des obstacles non tarifaires au commerce, qui, selon les Américains, nuit à la fluidité des échanges avec l'UE, en plus des droits de douane. Par exemple, l'Europe interdit le traitement de la viande de poulet avec des produits chimiques pour tuer les bactéries. Cette interdiction ne s'applique pas aux USA. Si elle était levée en Europe, la viande de poulet américaine pourrait dès lors être importée en Europe. Si la Commission européenne persiste à affirmer qu'il ne peut en être question, nous constatons malgré tout qu'après plusieurs mois de négociations, la levée de cette interdiction demeure une piste réaliste pour les Américains, puisque le rapport en fait mention."

Pour le consommateur européen, la présence d'OGM (organismes génétiquement modifiés) dans l'alimentation reste un sujet sensible. Ainsi, certains OGM ne sont pas autorisés en Europe, tandis que d'autres



# Viande US aux hormones ?

sont soumis à une obligation de mention sur l'étiquette s'ils sont présents à 0,9% ou plus dans une denrée alimentaire. "Aux États-Unis, ces règles et contraintes n'existent pas et, plutôt que d'appliquer les mesures européennes chez eux, les Américains préfèrent exiger de l'Europe qu'elle revoie à la baisse ou supprime ses lois et réglementations en la matière", explique Joost Vandembroucke.

## Pesticides, hormones et ractopamine

L'Europe impose par ailleurs des limites maximales de résidus de pesticides sur les fruits et légumes commercialisés. La réglementation est relativement sévère, mais elle est intolérable aux yeux de l'exportateur américain de fruits et légumes, car ses produits ne satisfont pas à la norme européenne, l'utilisation des pesticides étant beaucoup moins réglementée aux USA. Encore une mesure de précaution que les Américains demandent à l'Europe d'abandonner dans le cadre d'un accord commercial.

Joost Vandembroucke revient sur les produits à base de viande. Selon lui, si les Américains parviennent à imposer leur volonté, c'est à ce niveau que le consommateur européen aura le plus à craindre. "Depuis des années, la Belgique mène un combat acharné contre la mafia des hormones. En 1995, il y a même eu un décès, celui du vétérinaire Karel Van Noppen, inspecteur chargé du contrôle anti hormones auprès des éleveurs de bétail, assassiné pour avoir pris son métier un peu trop à cœur au goût de certains... Aux États-Unis, les stimulateurs de croissance hormonaux sont en revanche autorisés dans la viande de bœuf. L'interdiction européenne essuiera donc les critiques des partenaires de négociation américains. Mais le plus grave dans ce rapport, c'est que les USA veulent imposer l'utilisation de la ractopamine à l'Europe. Cette substance, utilisée dans l'élevage de porcs aux USA, est sur liste noire dans 160 pays, y compris en Russie et en Chine, pays qui ne sont pas vraiment connus pour la rigueur de leur politique de sécurité alimentaire. Et dans l'Union aussi bien sûr".

Pour Joost Vandembroucke, il ne fait aucun doute que céder aux attentes et exigences des Américains aurait un impact considérable sur notre alimentation. Les éléments du rapport mentionnés ci-dessus montrent qu'en matière d'agriculture et d'alimentation, le fossé est tout simplement trop profond entre l'Europe et les États-Unis. "Il est

impossible d'éliminer ces divergences d'opinions sans faire de lourdes concessions aux normes et valeurs européennes", précise encore le lobbyiste.

Sans compter que, sur le plan financier, l'UE est largement perdante par rapport aux USA.

Enfin, un troisième scénario a été élaboré par le ministère américain de l'Agriculture. Il présuppose qu'une partie des consommateurs européens adapteront leur comportement lorsque (tous) les obstacles non tarifaires au commerce auront été suppri-

nul. Sur la base de tous ces éléments, nous plaçons pour que les négociations TTIP en matière d'agriculture et d'alimentation se limitent à la suppression des tarifs à l'importation et à l'exportation".

## La vigilance est de mise

En tant qu'organisation de consommateurs, nous resterons sur nos gardes, d'autant plus si les obstacles non tarifaires au commerce venaient à faire partie des négociations.

"Les instances européennes impliquées dans les négociations ont beau répéter



**JOOST VANDENBROUCKE**

RESPONSABLE LOBBY EUROPE

**“Céder à la pression américaine aurait un impact grave sur notre alimentation”**

més. Mais, pour Joost Vandembroucke, "une partie non négligeable des consommateurs n'aura, selon toute vraisemblance et à juste titre, aucune envie d'acheter de la viande aux hormones lavée aux OGM ou des fruits et légumes pleins de pesticides. Une réaction qui réduirait considérablement l'impact positif sur le commerce. Dans un tel scénario, le gain pour l'Europe serait tout simplement

qu'aucune entorse ne sera faite à nos normes et valeurs, l'essence même des négociations consiste justement à supprimer toute différence entre les USA et l'Europe. Une certaine évolution est déjà perceptible actuellement. Ainsi, la désinfection chimique des carcasses de bœuf est désormais autorisée. En avril, la Commission a autorisé 10 OGM autrefois interdits", précise Joost Vandembroucke. Des fuites de documents ont également démontré la mise au placard, sous la pression américaine, de mesures qui devaient limiter l'utilisation de certains pesticides perturbateurs du système endocrinien chez l'être humain. Il est dès lors crucial que Test-Achats, en collaboration avec une coalition importante d'organisations de la société civile (syndicats, mutualités, organisations de défense des droits humains, organisations environnementales et de développement, etc.), s'assure que le TTIP respecte les droits acquis des citoyens, travailleurs et consommateurs européens. ■

**Les USA veulent imposer à l'UE les stimulateurs de croissance hormonaux dans la viande de bœuf**